

Relancer la révolution

qu'il soit loin d'être totalement homogène, doit renforcer les forces ouvrières et paysannes qui existent au sein du pouvoir gouvernemental.

Il s'agit, pour ce nouvel appareil, de trouver la liaison avec les masses; il devra surmonter les obstacles et les freins qui existent au niveau des cadres moyens, dans les fédérations et même dans certaines dairas, qui empêchent une transmission fidèle à la base des instructions décidées au sommet.

Ce renouveau du parti pourra être considérablement aidé par les militants révolutionnaires qui apparaissent au sein du secteur autogéré, comme l'a encore montré le récent Congrès des travailleurs de l'industrie.

Dans le meilleur des cas, la construction de cet outil indispensable, prendra plusieurs mois, mais la Révolution ne peut attendre, pour faire de nouveaux pas en avant, le temps nécessaire à cette restructuration.

Réaliser la troisième phase de la révolution agraire

Dès les premières semaines de l'Indépendance, les travailleurs algériens ont assumé la gestion des vastes domaines agricoles abandonnés par les colons européens et entamé ainsi la réforme agraire. Les décrets de mars 1963 ont concrétisé, légalisé ces premières conquêtes révolutionnaires.

En octobre 1963, le cycle de ces premières transformations fut achevé par la nationalisation de l'ensemble des propriétés des Européens, que l'on appela la deuxième phase de la réforme agraire.

Personne ne peut nier que ce sont les masses paysannes qui ont fait les plus

lourds sacrifices pour la guerre de libération nationale. En Algérie, c'est la paysannerie qui constitue la grande force révolutionnaire. Les manifestations du 1^{er} mai, comme les précédents rassemblements populaires auxquels nous avons assisté, nous l'ont rappelé une nouvelle fois. A nouveau, les masses rurales venues des douars dans les villes, ont constitué l'aile marchante des manifestants, au sein de laquelle les citoyens nous sont apparus plus blâmes et comme noyés au milieu de la masse des fellahs.

Il faut tirer les conséquences de cette vérité.

Car, à côté de la minorité directement concernée par le secteur autogéré, il reste peut-être 4 à 5 millions de population rurale, en majorité composée de paysans sans terre ou de petits fellahs. S'il est vrai que, dans certains cas, dans certains arrondissements, le secteur socialiste commence à venir en aide aux petits fellahs, sous forme de prêts de semences, d'aide en matériel agricole, de conseils techniques, etc., d'une façon générale, l'Indépendance n'a pas encore réussi à leur apporter concrètement ce pour quoi ils se sont battus: la terre et le pain.

Dans son discours d'ouverture au Congrès du parti, Ben Bella a déclaré:

« Il faut concevoir la réforme agraire comme le moyen d'intégrer plus étroitement les petits paysans sans terre à la vie économique et politique du pays. Il existe encore en Algérie 8.500 exploitations privées disposant chacune de plus de 100 ha et 15.000 exploitations de plus de 50 ha. Ces 23.000 exploitations couvrent près de 4 millions et demi d'ha, alors que les 7 millions d'ha restant sont répartis entre plus de 600.000 exploitations. »

« Deux millions de fellahs sont réduits au chômage ou à un sous-emploi qui ressemble fort à un chômage total alors que la plupart des grands propriétaires ne visitent leurs domaines que pour voir si la récolte a été bonne ou pour encaisser les redevances des fermiers. »

C'est pour cette masse rurale déshéritée qu'a été conçue la troisième phase de la réforme agraire. On ignore encore son contenu exact. On sait qu'elle limitera considérablement les moyennes et les grandes propriétés appartenant à des Algériens. On peut supposer qu'elle permettra également un certain regroupement, une organisation des petits propriétaires (fellahs) sous différentes formes de coopération.

Le projet de réforme agraire est sorti du Conseil des ministres début avril; et on a annoncé son passage prochain devant l'Assemblée nationale. On pouvait espérer qu'une conjoncture favorable permettrait de le mettre en application à l'issue même du Congrès du parti; mais celui-ci a décidé, en matière de réforme agraire... une campagne d'explication de son contenu.

Attaquer les bases de la réaction

Sa réalisation est pourtant devenue urgente. Non seulement pour venir en aide aux masses déshéritées des campagnes, mais pour porter un coup à la force économique des moyens et gros propriétaires algériens. Car, ils sont une base naturelle d'appui pour les forces obscures de la contre-révolution; en cas de découragement des masses pauvres, ce qui ne peut manquer d'arriver si on ne leur ouvre pas une perspective de travail, ces moyens et gros propriétaires peuvent tenter de les entraîner avec eux, dans une aventure anti-gouvernementale. Il est clair que la bourgeoisie rurale, se sentant directement menacée par des mesures de nationalisations, est prête à prendre certains risques, est capable d'envisager une ultime épreuve de force pour faire reculer le spectre de la réforme agraire.

La Révolution est arrivée à un nouveau carrefour. Si elle veut vaincre, elle doit porter de nouveaux coups, elle doit faire de nouveaux pas en avant.

En dépit des apparences, une lutte de classe souterraine fait rage en Algérie et si la Révolution s'arrêtait à l'étape actuelle, les risques seraient grands de voir les forces contre-révolutionnaires, les propriétaires ruraux, les bureaucrates, les partisans des voies néo-colonialistes, soutenus naturellement par les forces impérialistes extérieures, profiter des premiers signes de démobilisation des masses pour s'attaquer aux premières conquêtes révolutionnaires, c'est-à-dire à l'autogestion. Ils s'efforceront de plus en plus de la détruire par la voie des sabotages économiques ou ils chercheront à la détourner de sa vocation socialiste pour l'entraîner sur la pente glissante qui mène à l'intégration dans une économie néo-colonialiste.

Aussi, il nous paraît insuffisant d'adopter aujourd'hui une attitude de simple défense des conquêtes déjà réalisées. Les conditions sont telles que toute lutte de défense, tout arrêt dans la marche en avant risque de provoquer un pourrissement de la situation, éminemment favorable à la réaction.

C'est pourquoi, à côté de toutes les autres tâches qui sont mises à l'ordre du jour dans les résolutions du Congrès du F.L.N., dont notamment la lutte contre la bureaucratie, l'épuration, la construction du parti révolutionnaire, l'organisation de la Planification de l'économie, il faut mettre en avant la nécessaire réalisation de la troisième phase de la réforme agraire.

Voilà, à notre avis, le moyen le plus sûr d'ouvrir une nouvelle vague de conquêtes révolutionnaires, le meilleur moyen de mettre la « Révolution en marche », à l'abri de tout retour de flamme contre-révolutionnaire!

Henri DUMOULIN.

dans laquelle se trouvait notre pays. Cet empirisme orienté n'a pas entraîné l'abandon du socialisme mais au contraire a tendu vers lui en rendant les étapes moins douloureuses et pourtant rapides. »

La doctrine économique est ainsi tracée: nationalisation progressive des principaux moyens de production, planification gestion démocratique par les travailleurs dans le cadre d'une économie de transition.

Il n'y a aucun doute à ce sujet: les rédacteurs des thèses se sont inspirés de la méthode marxiste et ont appris des expériences socialistes internationales.

Prenons, par exemple, la question capitale de « la période de transition » du capitalisme au socialisme. Il importe de développer au maximum les forces productives et d'élever le niveau de vie des masses tout en renforçant les tendances socialistes de l'économie.

Le stalinisme a apporté une réponse. Sacrifice d'au moins deux générations avec l'appui d'un régime bureaucratique et policier tout puissant. Cette solution vide purement et simplement le socialisme de son contenu. Et le Congrès du F.L.N., en est conscient lorsqu'il écrit: « Organiser la Société selon la contrainte pour obtenir de façon autoritaire un abaissement du niveau de vie c'est ouvrir la voie à une bureaucratisation qui est la négation même du socialisme. »

Et encore: « On ne saurait confondre, sans entraîner de graves crises, le taux optimum et le taux maximum de l'accumulation. Un taux optimum (qui doit être le but recherché), ne peut résulter de la contrainte subie par les travailleurs. Celle-ci entraînerait une dépolitisation, une tendance à désertifier villages, villes, usines, un esprit d'irresponsabilité sociale généralisée.

Aussi est-ce vers l'Autogestion que se sont tournés les militants révolutionnaires du F.L.N.:

« L'autogestion exprime la volonté des couches laborieuses du pays à émerger sur la scène politico-économique et à se constituer en force dirigeante. Sur le plan économique, l'autogestion a posé la nécessité de l'extension de la réforme agraire et des nationalisations, tant dans l'agriculture que dans l'industrie, la réorganisation du commerce extérieur et intérieur ainsi que celle du système bancaire. Sur le plan politique elle pose des rapports réciproques de l'Etat, du Parti, des Syndicats et des masses dans une optique nouvelle qui implique le développement constant du caractère démocratique de toutes ces institutions dans leurs relations avec les masses. La démocratie socialiste indispensable doit se manifester et se concrétiser par l'existence à la base de véritables organismes démocratiques de gestion de l'économie, de véritables organismes populaires d'administration démocratique des communes, de véritables syndicats démocratiques et d'une administration efficace contrôlée par les masses. »

C'est dans l'autogestion que s'est manifesté et se manifestera le développement ininterrompu de la Révolution nationale populaire en Révolution socialiste, posant tous les problèmes économiques et politiques résultant de la transition en cours du socialisme à l'émergence d'un Etat ouvrant la voie au socialisme. Dans ce processus, le rôle des travailleurs urbains à côté des travailleurs agricoles du secteur autogéré va devenir de plus en plus décisif, car les assises sociales du pouvoir révolutionnaire ne peuvent être que les masses laborieuses alliées aux paysans pauvres du

secteur traditionnel et aux éléments intellectuels révolutionnaires.

Citons encore ce passage de la thèse 20 du chapitre sur la période de transition:

« L'autogestion est le principe même de cette société. En elle se noue la fin de l'exploitation; la compréhension par chaque travailleur de son activité, car la fonction économique et la fonction politique deviennent inséparables; l'intéressement direct du producteur à sa production, c'est-à-dire le contraire même du salariat. En elle se réalise le début de règne de la liberté. »

Les conceptions de la transition au socialisme sont apparemment très claires chez les membres du F.L.N. Elles sont soutenues par une appréciation bien nette de ce que doit être l'Etat.

« Etat de type nouveau, expression des intérêts des paysans et des ouvriers et devenant de plus en plus un organe de production et non de coercition. » Voilà pour la ligne générale incluse dans la thèse 1 de l'Etat. Pour ce qui est de son rôle actuel voici ce que Ben Bella en dit dans son rapport inaugural: « L'Etat n'est pas la simple soumission de la minorité à la majorité. C'est un corps qui impose au nom des intérêts des masses laborieuses sa loi aux privilégiés. »

Les rapports entre le Parti et l'Etat sont également vus sous un angle excellent qui, s'ils trouvaient rapidement leur application, renforceraient davantage la popularité de la révolution algérienne.

« ... Pour ne pas être absorbé par l'Etat, le Parti doit s'en distinguer physiquement. A cet égard, la majorité des cadres du Parti au niveau des différentes directions, devront être en dehors des organismes de l'Etat et se consacrer exclusivement aux activités du Parti. »

PARTI UNIQUE ET MULTIPARTISME

Sur ce chapitre, les thèses ne sont pas satisfaisantes. Procès du multipartisme, silence sur le droit de tendance, vote au scrutin public... Or, tout ce qui précède sur l'autogestion est contradictoire sur le plan des rapports avec les masses avec cette clause du Parti Unique. Certes, les masses elles-mêmes peuvent se prononcer pour un Parti unique, mais dans ce cas c'est le droit du multipartisme qui consacre le Parti Unique.

Ce qu'il y a dans les thèses relativement aux syndicats est loin d'être suffisant. Dans le rapport d'ouverture, Ben Bella en a parlé de façon plus correcte mais n'a pas fait toute la clarté nécessaire sur ce point.

Il y a aussi dans ce programme des faiblesses qui se comprennent du fait du passé du F.L.N. La tendance arabo-islamique a marqué un point en obtenant la référence à la tradition dans les thèses, ce qui fut aggravé au Congrès.

Tout cela n'est malgré tout que secondaire. La qualité générale du document est située à un très haut niveau et place maintenant le F.L.N. non plus comme un parti avancé au milieu des partis nationalistes-révolutionnaires, mais comme un parti socialiste-révolutionnaire. Les textes adoptés au Congrès montrent que le F.L.N., sous la direction de Ben Bella a fait sa mutation socialiste. Ce qui va s'ensuivre sur le plan des structures de classe de l'Etat algérien, nous le verrons dans un rapide avenir.

Gilbert MARQUIS.